

1995 : Quel développement pour les femmes et les populations?

Huguette Dagenais

Volume 8, Number 1, 1995

Femmes, populations développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057816ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057816ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dagenais, H. (1995). 1995 : Quel développement pour les femmes et les populations? *Recherches féministes*, 8(1), 1–14. <https://doi.org/10.7202/057816ar>

Article abstract

The eleven texts of this issue are particularly relevant to understanding present development questions. Six articles pertaining respectively to militarization and gender politics (A. Michel); Middle-Eastern, North-African and East-European economic restructuring (V. Moghadam), development programmes aiming at African women (H. Ryckmans), Columbian women (MF Labrecque) and Saharia Women in India (A. Chauhab) and the influence of migration on AIDS knowledge in Cameroon (M. de Loenzien and H. Parizot), are followed by testimonies on Algeria (M.B. Tahon) and the Rwandan civil war (E. Mukakayumba), as well as on the Cairo (Y. Pelchat) and Dakar (F. Sow) world conferences and the effects of previous ones on women in Haiti (M. Anglade). The author concludes with reflexions on the link between religion and militarization and on those forgotten in development programmes, adolescent girls.

INTRODUCTION

1995 : Quel développement pour les femmes et les populations ?

Huguette Dagenais

Presque sept années se sont écoulées depuis la parution du volume 1, numéro 2, de *Recherches féministes* consacré aux femmes et au développement. Durant cette période, certaines questions se sont placées au premier plan des préoccupations en matière de développement. Les questions démographiques sont certainement de celles-là, en particulier lorsqu'elles sont formulées en termes d'« explosion démographique », de « surpopulation » de la planète ou d'inquiétude devant l'augmentation des flux migratoires du Sud vers le Nord, de l'Est vers l'Ouest. Pour reprendre une expression de Jacques Vallin (1995 : 1), certaines projections des Nations Unies donnent effectivement « le vertige ». Par exemple, « de 700 millions la population africaine passerait à 2,5 milliards en l'an 2050 ». Indissociables des questions démographiques, les préoccupations environnementales visant à contrer les « menaces » d'une dégradation générale de l'environnement, en particulier pour la survie des populations pauvres du Tiers-Monde (Jackson 1990), sont devenues prioritaires, et à un point tel que l'expression « développement durable » a rapidement remplacé¹ les multiples vocables et mots d'ordre (approche par les besoins essentiels, développement endogène, autocentré, autodéveloppement, ajustement structurel, puis à visage humain, etc.) qui ont successivement, au cours des 20 dernières années, eu la faveur des spécialistes du développement et en particulier des agences internationales (Dagenais 1988; Dagenais et Piché 1994).

Si les préoccupations démographiques et environnementales se situent surtout à long terme, à court terme, ce sont les conflits armés et la progression rapide du sida qui auront marqué la fin des années 1980 et le début des années 1990. De sigle il y a peu de temps, le « sida » est d'ailleurs devenu un acronyme – un nom commun, même – dans toutes les langues, et il est maintenant plus ou moins profondément intégré aux priorités de santé des individus et des gouvernements dans tous les pays du monde. En Afrique, en particulier, même si « l'ampleur du problème a été tour à tour niée, reconnue, puis sans doute amplifiée » (Bibeau et Murbach 1991 : 8), l'inquiétude est de mise, non seulement pour les économies « fragiles, traumatisées plus que toute autre par la crise économique », les systèmes sanitaires, déjà « en grande difficulté », et les familles, pour qui le sida devient une « charge quasi insupportable » (Vallin 1995 : 4), mais aussi pour les femmes sur qui retombent,

1. Quoiqu'il n'y ait pas consensus parmi les spécialistes. Pour Hervé Le Bras (cité dans Rioux 1995: B1), par exemple, l'expression « développement durable » est « étrange »; elle repose sur l'idée d'une nature immuable qu'il s'agirait de préserver jusqu'à la fin des temps » alors que « le développement ne peut être durable, par définition ». C'est « un changement, donc il ne laisse pas les choses tel quel ».

dans les faits, le soin des malades et la responsabilité des orphelins et orphelines du sida, quand elles ne sont pas elles-mêmes atteintes.

Le troisième type de questions auxquelles doivent faire face de nombreuses populations et qui compromettent leurs efforts de développement est sans contredit celui que soulèvent les conflits armés dans bon nombre de pays et la militarisation à l'échelle internationale. La préparation du présent numéro coïncide d'ailleurs avec les célébrations (en grandes pompes en Europe) du 50^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et (plus modestement ailleurs) celles du 20^e anniversaire de la fin de la guerre du Vietnam².

Comment les rapports sociaux de sexe sont-ils affectés par ces changements et ces préoccupations ? Comment les politiques en matière de population, d'économie et d'environnement, de sécurité et de militarisation, influent-elles sur les conditions d'existence des populations et des femmes en particulier ? Quelles analyses féministes doit-on en faire ? Que deviennent, par ailleurs, les projets de développement visant spécifiquement l'amélioration des conditions de vie des femmes, de quelque tendance – *Wid, Wad* ou *Gad* (Rathgeber 1994) – qu'ils soient ? Voilà quelques-unes des questions contenues dans l'appel de textes pour le présent numéro et auxquelles les auteures des articles tentent de répondre, les unes par l'analyse de situations particulières, les autres par des comparaisons internationales et des synthèses.

Mais ce numéro du printemps 1995 ne serait pas complet s'il ne faisait écho aux souffrances des femmes qui sont victimes des tueries qui se poursuivent présentement dans plusieurs parties du monde. Il importait également, à quelques mois seulement de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes marquant la fin de la deuxième décennie des Nations Unies qui leur a été consacrée, que la revue apporte un éclairage critique sur ce type d'événements et ses retombées. Les questions abordées dans le présent numéro sont donc brûlantes d'actualité.

La militarisation, les changements économiques et la culture de guerre

Andrée Michel poursuit, dans le premier article, l'analyse des complexes militaro-industriels (CMI) qu'elle a amorcée il y a plus de dix ans déjà (voir Michel 1985, 1994). Elle montre que, « à travers la militarisation, les complexes militaro-industriels, formations sociales érigées en systèmes militaro-industriels (SMI), structurent l'économie et le pouvoir et élaborent une " culture de genre " de façon à préserver et à renforcer la domination des hommes sur les femmes ». Déplorant ce qu'elle considère comme un désintérêt de la recherche féministe pour l'ordre militaire mondial, « comme si la militarisation des sociétés contemporaines n'était pas liée intrinsèquement à une politique du genre », elle prouve, chiffres à l'appui, que la militarisation, définie par « trois critères : les dépenses militaires, le commerce des armes et les interventions armées », affecte grandement les femmes, aussi bien sur le plan de l'emploi et de l'accès

2. Robert McNamara, secrétaire à la défense pendant la guerre du Vietnam, admet enfin publiquement, dans un livre (*In Retrospect*. Toronto, Random House, 1995) qui vient d'être publié, qu'elle a été une « erreur » de la part des États-Unis.

aux postes de pouvoir que sur le plan culturel. La « culture de guerre », dit-elle, peut être considérée comme « une politique du genre » dans la mesure où, par des pratiques et des images stéréotypées, elle « conforte et amplifie la domination des hommes sur les femmes »³. Aujourd'hui, le commerce des armes se poursuit de plus belle; il s'est simplement déplacé géopolitiquement, en direction des pays en développement, où les dépenses militaires grèvent le budget national dans plusieurs d'entre eux, au détriment des dépenses nécessaires au développement économique, social et culturel, sinon à la survie même, des populations. Temps de guerre et temps de paix sont deux expressions qui n'ont plus de sens – in-signifiantes –, puisque, comme le rappelle l'auteure, « même si les conflits entre États sont remplacés par des conflits internes », le nombre d'opérations militaires « n'a jamais été aussi élevé sur l'ensemble de la planète ». Andrée Michel invite fortement les chercheuses féministes des « pays du centre, principaux responsables de la militarisation de la planète », à s'interroger sur « la finalité d'un système militaro-industriel qui demeure l'archétype du système patriarcal ».

Valentine Moghadam adopte, elle aussi, une perspective globale et comparative pour analyser, cette fois, la « dynamique sexuée de la restructuration économique » en Europe centrale de l'Est et dans la région formée par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. L'auteure examine l'impact de ces transformations économiques (passage d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une part; application de programmes d'ajustement structurel, d'autre part) sur les conditions de vie et de travail des femmes. C'est ainsi seulement qu'on peut vraiment comprendre la progression rapide de l'intégrisme musulman dans cette dernière région et son acharnement contre les femmes. S'appuyant sur des statistiques et des analyses récentes ainsi que sur ses propres recherches sur le terrain, Moghadam montre aussi que, lorsqu'il est question des femmes, l'intégrisme transcende les différences historiques et culturelles. Et surtout, il n'est pas seulement religieux. Les déclarations publiques de certains hommes politiques des pays d'Europe centrale de l'Est et l'attaque en règle contre les congés de maternité et les services de garde qui permettaient aux femmes sous le régime communiste de concilier maternité et travail salarié, énoncent le même « programme patriarcal » que les intégristes musulmans du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord : « confinement des femmes aux tâches domestiques, contrôle de la sexualité et de la procréation, valorisation de la famille et de rôles sexuels clairement définis ».

Les projets de développement : pour ou contre les femmes ?

C'est également avec une approche comparative et internationale qu'Hélène Ryckmans analyse les raisons de l'échec d'un grand nombre de projets de développement visant à améliorer les conditions de vie des femmes,

3. Anne-Marie Devreux (1992) en a fait la démonstration dans une enquête menée au sein même de l'armée française, auprès de jeunes faisant leur service militaire. Le service militaire s'avère « un apprentissage non seulement du maniement des armes et du pouvoir symbolique du rapport de force matériel, mais aussi, et peut-être surtout, du maniement des rapports hiérarchiques et d'oppression en matière de tâches domestiques » (Daune-Richard et Devreux 1992 : 25).

en particulier les plus pauvres d'entre elles. Elle part de l'hypothèse que « ce n'est pas des programmes d'aide au développement, tels qu'ils sont mis en place actuellement, qu'il faut attendre une modification sensible du régime de la fécondité en Afrique ». Se basant en partie sur sa propre expérience dans l'évaluation et la sélection de projets, l'auteure examine d'abord les projets conçus à l'intention des femmes qu'elle classe en deux catégories, selon les « deux composantes » de leur vie que sont la production et la reproduction. Elle constate que les projets qui s'adressent explicitement aux femmes tiennent rarement compte des liens qui existent entre les deux domaines. À partir de trois « facteurs particulièrement importants » et qui sont au centre de la relation production-reproduction, à savoir le temps, les revenus et la formation, Ryckmans analyse ensuite l'impact des projets de développement sur les femmes et illustre ses propos par des exemples. Non sans avoir toutefois préalablement fait ressortir certains écueils et « difficultés classiques » que pose l'évaluation même de tels projets et programmes de développement. On constate alors que « l'articulation entre population et développement » est loin d'être réalisée et on ne s'étonne pas que les projets, programmes et politiques aient souvent des effets inverses à ceux visés. Pour que les projets favorisent l'autonomie des femmes, conclut Hélène Ryckmans, ils doivent être conçus « en termes de relations de genre » et « à partir de la base ». Ils doivent aussi être « fondés sur une organisation collective et permettre aux femmes l'acquisition de nouveaux savoir-faire » susceptibles de leur conférer un « statut nouveau » et des « espaces d'autonomie », favorables au développement de « rapports différents entre hommes et femmes » qui auront « à terme des effets sur la dynamique démographique ».

Marie France Labrecque et Abha Chauhan s'intéressent aussi aux projets de développement et à leurs effets sur les femmes mais en rapport plutôt avec l'environnement et le développement durable. En Colombie andine, dans la région du lac La Cocha, Marie France Labrecque a pu étudier de près les changements découlant de deux types de projets : des projets générateurs de revenus, visant la protection des ressources forestières par la substitution d'activités de culture (mûres) et d'élevage (cochons d'Inde et vaches laitières) à la production de charbon de bois, et des projets visant également la protection de l'environnement naturel mais par la constitution de réserves naturelles privées. Les premiers, comme on le sait, correspondent à la priorité d'intégration des femmes au développement (IFD) mise de l'avant dans les années 1970 et 1980 par les institutions du Nord, et en particulier l'Agence canadienne de développement international (ACDI); les seconds répondent aux préoccupations environnementales colombiennes, inspirées notamment par l'influent rapport Bruntland (1988). Pour comprendre de quelle façon les deux types de projets « contribuent ou non au développement durable et au changement », l'auteure compare systématiquement l'engagement auquel ils ont donné lieu de la part des femmes et des hommes et observe comment ils s'inscrivent dans les différents champs (structurel ou sociétal; organisationnel; expérientiel ou individuel) du social, en prenant soin de distinguer durabilité sociale et durabilité écologique. L'analyse montre qu'à La Cocha, comme souvent ailleurs, les projets générateurs de revenus procurent effectivement des revenus aux femmes, mais ils ne remettent pas en question la division sexuelle du travail; de ce fait, ils entraînent un surcroît de travail pour plusieurs d'entre elles. Par contre, l'enthousiasme

manifesté par la population locale pour la constitution de réserves privées montre bien qu'« on ne peut mesurer le succès ou l'échec des projets par leur seule performance économique » ; la situation est plus complexe. Dans le cas présent, comme le souligne Labrecque, l'explication se situe dans une large mesure sur le plan culturel.

C'est également sur les rapports entre l'économique et le culturel, et dans un contexte où les ressources forestières sont là aussi un enjeu socio-économique majeur, qu'Abha Chauhan attire l'attention sur les effets des programmes de développement économique sur la situation des femmes chez les Saharia, l'un des 400 groupes « tribaux »⁴ en Inde. Après avoir présenté l'organisation sociale traditionnelle des Saharia, en particulier l'institution du *panchayat* et la division sexuelle des activités de production, l'auteure fait un bref historique des changements survenus dans le mode de vie de ce groupe, au contact des cultures qui l'ont dominé depuis le XIX^e siècle et au fur et à mesure de son passage d'une agriculture itinérante (sur brûlis) à une agriculture sédentaire. Elle expose ensuite les effets paradoxaux de programmes régionaux de développement qui entraînent une amélioration générale des conditions de la vie quotidienne (augmentation du confort domestique et possibilités accrues d'instruction, par exemple) en même temps qu'ils renforcent la marginalisation culturelle et économique de la population saharia et des femmes, en particulier. Ces programmes, en effet, affectent différemment les hommes et les femmes : alors que les premiers ont dorénavant accès à de nouvelles technologies et voient leurs tâches se diversifier, les secondes voient augmenter leurs charges quotidiennes sans en retirer davantage de reconnaissance sociale. Abha Chauhan conclut à la nécessité d'élaborer des projets de développement pour les femmes des groupes « tribaux » qui tiennent compte des caractéristiques et des contraintes culturelles qui leur sont propres.

Si cette conclusion peut paraître contradictoire après les analyses de Ryckmans et de Labrecque, elle rejoint pourtant celle de Haleh Afshar (1991 : 3), spécialiste du développement dans la même région du monde, pour qui « ce n'est que lorsque les politiques de développement s'adressent aux femmes directement et qu'elles sont formulées à leur intention qu'elles peuvent améliorer leur sort ». Cela illustre bien la difficulté de parvenir à des généralisations et la nécessité pour la recherche féministe de maintenir l'importance accordée à la contextualisation, à la fois historique, culturelle et sociale (Dagenais 1994a). Chose certaine, cela remet en question l'empressement des agences de développement à retourner au *mainstreaming* des questions concernant les femmes, décision qu'il faudra vraisemblablement réévaluer avant longtemps.

Le sida, un nom commun

Myriam de Loenzien et Isabelle Parizot abordent une autre question importante, vitale même, pour les femmes et le développement : le sida. Elles présentent quelques résultats d'une vaste enquête menée dans cinq villages de l'Est-Cameroun, situés près de la frontière avec la République centrafricaine. En Afrique, faut-il le rappeler, la transmission de la maladie est principalement

4. Cette terminologie est celle de l'auteure qui reprend dans son texte les catégories en usage dans l'administration indienne.

hétérosexuelle, des hommes aux femmes principalement, et, dans plusieurs régions, les femmes sont plus nombreuses à être atteintes que les hommes. Les villages où s'est déroulée la recherche des auteures sont dans une région de forte migration, où précisément le taux de séroprévalence est déjà de 2,41 p. 100 chez les femmes d'âge fécond, soit une fois et quart celui des hommes, et où le sida connaît actuellement une progression importante mais sans y avoir encore été beaucoup étudié. Le rôle de la migration comme mode de propagation du sida est connu en Afrique, où il est associé à l'urbanisation, à la polygynie et à la prostitution (Beat Songué 1993; Bibeau 1991 : 141-142). Mais la migration à la ville est aussi l'occasion d'acquérir des informations et des moyens de l'éviter. Myriam de Loenzien et Isabelle Parizot examinent ici l'influence de la migration sur la connaissance qu'ont les femmes et les hommes du sida, de son caractère létal et du condom comme mode de prévention. Sur ce plan, les hommes et les femmes ne sont pas sur un pied d'égalité et les résultats de cette vaste enquête par sondage le confirment : les hommes de la région en question migrent davantage que les femmes et ceux qui ont déjà migré ont plus de chances de connaître le sida et le préservatif, et donc de prévenir la maladie, que les femmes, migrantes ou non. De telles données sont indispensables aux pouvoirs locaux et nationaux pour la compréhension du phénomène et la mise en place des mesures qui s'imposent.

L'impact des guerres civiles contre les femmes : des chercheuses féministes témoignent

Parmi les conflits internes qui ont, comme le souligne Andrée Michel, remplacé en quelque sorte les conflits entre États, il en est deux qui marqueront à jamais la mémoire collective et sur lesquels, en tant que féministes, on ne peut, ni ne doit, faire silence dans un ouvrage consacré aux femmes et au développement. Il s'agit, d'une part, de la guerre civile au Rwanda et, d'autre part, de celle qu'on peut appeler, à l'instar de Marie-Blanche Tahon, la « guerre virile. Contre les femmes » en Algérie. Deux chercheuses féministes ont accepté de confier leur analyse de ces conflits à *Recherches féministes*.

Le premier témoignage est celui de Marie-Blanche Tahon. Il commence par un bref mais nécessaire retour sur l'Algérie durant la période coloniale et, en particulier, sur la question du « statut personnel », où prend racine la violence politique actuelle. L'auteure montre comment cet « ensemble de règles et de pratiques ancestrales », inspirées de la loi musulmane et « présidant aux rapports familiaux et aux rapports sociaux de sexe », est devenu un « point de fixation » et un « rempart de l'identité » pour les hommes algériens dans leur résistance à la puissance coloniale française. Elle se penche ensuite sur le Code de la famille que s'est donné l'Algérie indépendante, après 22 ans de débats. Marie-Blanche Tahon considère la promulgation, « hélas », dit-elle, de ce code en 1984 comme « le premier acte de la guerre civile » au sein de laquelle les femmes sont présentement les « victimes expiatoires de l'incapacité de l'Algérie à devenir algérienne ». Ces informations sur le contexte politique et culturel permettent de comprendre « le difficile aujourd'hui » des femmes algériennes. Un aujourd'hui plus complexe que ce qu'en montrent les médias occidentaux et que Marie-Blanche Tahon éclaire en précisant comment le discours islamiste rejoint, par exemple, « nombre d'hommes algériens, peu tentés par

l'intégrisme » mais « pas insatisfaits que l'on veille à maintenir leurs prérogatives », et certaines femmes instruites qui en font une lecture « féministe » et portent même le *hidjab*.

Avec Édith Mukakayumba, nous sommes toujours sur le continent africain mais dans un tout autre contexte culturel. Au Rwanda, si les femmes ne sont pas des « cibles » de la guerre civile qui fait rage depuis plus d'un an, elles n'en connaissent pas moins « des conditions de souffrance et de mort particulièrement atroces ». Commençant elle aussi par un bref rappel historique, Édith Mukakayumba entreprend, dans un style « sans détour », une description, « aussi rude que les scènes qui en sont l'objet », des souffrances particulières que les belligérants réservent aux femmes. Elle s'appuie pour cela sur son propre vécu et sur les témoignages de personnes rescapées ou de leurs proches. Au Rwanda, comme en ex-Yougoslavie⁵, des femmes ont été violées. Mais l'imagination des tortionnaires ne s'arrête pas là : des femmes rwandaises ont aussi été mariées de force, d'autres ont dû assister ou contribuer à la torture ou à la mort de leurs enfants ou de leur conjoint. L'auteure souligne aussi « la misère et l'isolement quasi absolus » auxquels ce conflit condamne les femmes rwandaises en mettant fin à des projets de développement qui pouvaient les aider. Les deux principales leçons qu'elle tire de son témoignage portent, d'une part, sur le recul des conditions de vie des femmes et la plus grande dépendance dans laquelle elles se trouvent dorénavant par rapport à l'aide internationale et, d'autre part, sur la question de la « solidarité entre femmes pour le développement ». Sur ce dernier point, Édith Mukakayumba interpelle directement les féministes pour le « silence complice » qu'elles ont gardé devant les massacres au Rwanda : « Comment, en effet, parler des femmes et du développement, de la solidarité entre femmes pour le développement, contre l'exclusion, contre la marginalisation, etc., en excluant ces femmes dépossédées de tout ? » L'interpellation est troublante, et elle doit nous troubler.

Des palabres. Et après ?⁶

À quatre mois de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes, le développement et la paix qui se tiendra à Beijing, précédée, comme c'est maintenant l'habitude, par le Forum des ONG, il est légitime de se demander à quoi elle servira. Comme pour les conférences précédentes, tant d'argent et d'énergie y sont déjà et y seront encore consacrés qu'il est facile d'être cynique, en cette période de compressions budgétaires, d'ajustements structurels et de dévaluation, au Nord et au Sud. Plusieurs, comme Hélène Ryckmans, s'interrogent : « Ces grandes conférences ne viennent-elles pas imposer du dehors un certain type de prise en considération des femmes ? L'effet de mode qui les accompagne est-il porteur de changements ? » Il est légitime aussi de se demander, à l'instar de Chantal Jacot et Marie-Jo Glardon (1994 : 14), si les Nations Unies constituent « un outil pour l'humanité ou un grand machin inutile ? Maintenant que les femmes y sont plus actives, devraient-elles le désertier en condamnant son inefficacité ? Ou s'investir pour que les discours qui

5. Voir, par exemple, l'analyse-bilan que fait Willemien Visser (1993) des faits, des témoignages et des prises de position à ce propos pour 1992 et le début de 1993.

6. Ce sous-titre reprend en partie le titre d'un article de Chantal Jacot et Marie-Jo Glardon, paru dans *Femmes suisses* (1994).

s'y déroulent soient traduits dans les faits ? » Trois chercheuses féministes, de trois régions différentes (Amérique du Nord, Caraïbe, Afrique), apportent des éléments de réponse à ces questions.

Yolande Pelchat, l'une des rares Québécoises à avoir pu s'y rendre, présente d'abord, en la situant par rapport à celles qui l'ont précédée, la Troisième Conférence intergouvernementale des Nations Unies sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en septembre 1994. Cette conférence ne faisait pas partie des grandes conférences sur les femmes mais beaucoup de féministes la considèrent tout aussi importante que celles de Mexico, Copenhague, Nairobi et bientôt Beijing. Pour la première fois, un nombre important de femmes ont participé à une conférence sur la population. Non seulement cette conférence a-t-elle porté sur la reproduction, un enjeu toujours majeur pour les femmes et le développement, mais on y a exprimé, sans ambiguïté, la nécessité de l'égalité entre les femmes et les hommes et reconnu la responsabilité des hommes en la matière. Comme le dit Yolande Pelchat, le Programme d'action du Caire « se distingue sensiblement des stratégies antérieures des Nations Unies sur la population en ce qu'il pose clairement la question de la discrimination sexuelle et des mécanismes par lesquels elle s'exerce », y compris l'infanticide des filles, les mutilations sexuelles et la prostitution. C'est d'ailleurs parce qu'elles reconnaissaient pleinement l'importance stratégique de cette prise de position en ce qui a trait au contrôle des femmes sur leur fécondité et leur sexualité que les délégations du Vatican et de plusieurs gouvernements d'Amérique latine et du Moyen-Orient ont tenu à ce que leurs « réserves » soient annexées au document final du Programme d'action, programme finalement⁷ adopté par toutes les délégations présentes. Yolande Pelchat souligne encore d'autres « nouveautés » introduites au Caire dans la problématique des actions onusiennes en matière de population et elle conclut son exposé par des commentaires critiques et des pistes de réflexion. Elle s'interroge en particulier quant aux « effets potentiels » de l'utilisation dans le Programme d'action, d'arguments sanitaires pour justifier l'objectif de réduction de la fécondité et à ce qui lui apparaît comme la participation de la communauté internationale « à la construction de la "vérité" d'une faible fécondité » dans « un processus de gestion de plus en plus serrée de la reproduction ».

Mireille Neptune Anglade, quant à elle, fait un retour sur les trois grandes conférences mondiales précédentes, et en particulier celle de Nairobi. Elle met ensuite la situation des femmes en Haïti en rapport avec certains paragraphes du document de Nairobi. Le bilan n'est pas encourageant. Sur le plan juridique, même la Constitution haïtienne de 1987, qui avait suscité tant de mobilisation et d'espoir dans la population, ne tient pas compte de la précarité de la situation des femmes en matière de vie conjugale. Sur le plan social, malgré certaines améliorations, les recommandations de Nairobi n'ont pas été suivies, que ce soit par rapport aux programmes sociaux, au logement, à la santé, ce qui comprend dorénavant la lutte contre le sida, ou à l'éducation. Sur le plan économique, le

7. On devrait peut-être dire plutôt : rapidement, car si l'on en croit deux autres participantes : « Une heure et demie de délibérations ont suffi pour adopter le programme de la conférence. Auparavant, neuf jours de polémique ont focalisé les débats sur l'avortement, un tout petit morceau du problème » (Jacot et Glardon 1994 : 13).

travail des femmes haïtiennes, que l'auteure elle-même a longuement étudié (voir Neptune Anglade 1986, 1988), n'est toujours pas reconnu, ni compensé à sa juste valeur, même si, plus qu'ailleurs dans la Caraïbe (et dans le monde), en Haïti, les femmes contrôlent le secteur clé du commerce intérieur. Sur le plan politique, le retour au pouvoir du président Jean-Bertrand Aristide en septembre 1994 semble toutefois de nature à inspirer confiance, puisque son gouvernement a toujours compté plusieurs femmes. Mais devant un tel bilan, ne devrait-on pas conclure à l'inutilité de ces grandes conférences et faire pression pour que celle de Beijing soit la dernière ?

Fatou Sow fait une analyse différente mais pas moins critique ni moins bien ancrée dans le contexte social, économique et culturel, africain cette fois. « Ce qu'il faut retenir », dit-elle, des diverses conférences mondiales sur les femmes qui ont jalonné les 20 dernières années, « c'est la conquête par les Africaines d'un droit national et international à la parole ». Sans escamoter les causes de scepticisme, elle fait d'abord un bref historique des principaux débats qui ont marqué ces conférences, puis elle présente le Forum des ONG et la Plate-forme d'action de la Cinquième Conférence régionale africaine, qui ont eu lieu à Dakar, en novembre 1994. Celles d'entre nous – c'est-à-dire pratiquement toutes ! – qui n'ont pu participer à aucune de ces grandes conférences mondiales, auront grâce à son texte et à celui de Yolande Pelchat une idée de l'atmosphère, à la fois sérieuse et passionnée, qui y règne. Au Forum des ONG de Dakar, les débats ont été « intenses », les ateliers « multiples » et les questions soulevées ont touché toutes les discriminations que subissent les femmes africaines. Faute de pouvoir rendre compte de l'ensemble des débats, Fatou Sow a choisi de s'attarder à trois « ateliers clés » : celui du collectif DAWN (Development Alternatives with Women for a new Era), un réseau de féministes du Sud, dont elle fait d'ailleurs partie, celui du réseau « Femmes vivant sous lois musulmanes » et celui des femmes du Forum des affaires. Elle termine en résumant les débats de la conférence intergouvernementale de l'ONU, qui a été le prétexte, si je puis dire, à la précédente.

Comme on le voit, la lecture des articles et des témoignages de ce numéro inspirera de nombreuses réflexions de nature à éclairer l'actualité, en particulier la combinaison particulière que l'on observe présentement entre intégrisme religieux⁸, idéologie de guerre et patriarcat. Cette combinaison mérite qu'on s'y attarde un peu, car la rhétorique et les pratiques qui s'en inspirent ont des répercussions sur la vie des femmes et des féministes, aussi bien au Sud qu'au Nord. Je terminerai en attirant à nouveau l'attention sur les adolescentes pauvres des pays du Sud, ces « oubliées » du développement (Dagenais et Piché 1994 38-40) dont l'avenir se joue aujourd'hui en grande partie aujourd'hui.

8. Il y aurait beaucoup à dire, par ailleurs, sur le rôle que jouent la spiritualité et les mouvements religieux dans la vie de nombreuses femmes, de même que sur la « théologie de la libération » et les luttes sociales auxquelles elle a été associée en Amérique latine notamment. De plus, les femmes (et les hommes) d'ONG religieuses sont très actives dans la coopération internationale. Par ailleurs, il y aurait aussi intérêt à examiner de plus près, comme le fait, par exemple, Kathryn Kopinak (1994) au Mexique, les nouvelles « synthèses » entre le féminisme et certains mouvements religieux, mais là n'est pas mon propos dans le présent texte.

Intégrisme religieux, idéologie de guerre et patriarcat

Au moment même où j'écris ces lignes les chaînes de télévision américaines et canadiennes continuent de diffuser des images et des entrevues sur l'attentat au camion piégé, survenu le 19 avril dernier à Oklahoma City, au coeur de la *Bible Belt* des États-Unis⁹. La stupeur provoquée par cet attentat en Amérique du Nord a repoussé momentanément dans l'ombre les horreurs guerrières qui se poursuivent en Tchétchénie, en Bosnie et particulièrement au Rwanda où, au même moment, dans le camp de Kibeho, au sud-ouest du pays, ce sont des *milliers* de personnes réfugiées qui sont mortes sous le tir des militaires ou piétinées en tentant de fuir.

Les suspects de l'attentat d'Oklahoma City sont recherchés du côté des groupes paramilitaires de droite qui recrutent notamment des vétérans du Vietnam. Le commandant de la milice du Michigan, à laquelle appartient le seul suspect inculqué jusqu'à présent, est un commandant de l'armée de l'air américaine, également pasteur baptiste et propriétaire d'une armurerie. Depuis l'attentat, les médias écrits et télévisés accordent beaucoup d'attention à ces milices et aux groupes d'extrême droite en général. Les milices en question sont non seulement farouchement opposées à tout contrôle gouvernemental des armes à feu mais elles considèrent la possession de celles-ci comme un « droit constitutionnel ». Leurs membres, très majoritairement des hommes, s'appuient sur la Bible, se disent inspirés par Jésus-Christ et se considèrent comme « l'armée de Dieu »; ils sont prêts à tout pour protéger leurs droits d'inspiration divine (« their god given rights ») et la « liberté » de posséder des armes. Leurs porte-parole sont souvent des pasteurs protestants ou des prêtres catholiques. Les médias ont rapporté aussi que bon nombre d'entre eux sont farouchement opposés à l'avortement.

Le hasard a voulu que l'attentat d'Oklahoma City coïncide avec la tenue à Montréal du congrès de l'association américaine Human Life International (Vie humaine internationale). Fondée en 1981 par Paul Marx, un prêtre « catholique de stricte obédience », HLI se vante d'être devenue « l'organisation pro-vie et pro-famille la plus importante au monde » (Baillargeon 1995b : A1). Les positions pro-famille, anti-avortement, anti-éducation sexuelle, anti-homosexualité, anti-immigration des groupes d'extrême droite sont connues. Les manifestations devant les cliniques d'avortement, dans le but d'intimider les femmes ainsi que celles et ceux qui les assistent, sont fréquentes. « Ce qui est nouveau », dit Stéphane Baillargeon, « c'est la virulence avec laquelle la nouvelle droite est prête à défendre ses positions ». En fait, aux États-Unis et au Canada, des membres d'organisations pro-vie n'ont pas hésité à tirer sur des médecins qui pratiquaient des avortements. Le discours officiel de HLI et d'autres groupes semblables est d'ailleurs émaillé de termes militaires¹⁰, ce qui a fait dire à plusieurs journalistes que « l'extrême droite part en guerre ».

9. L'explosion a tué 165 personnes, y compris plusieurs jeunes enfants, qui se trouvaient à 9:00 heures du matin dans un édifice du centre-ville contenant, entre autres, les bureaux de divers services gouvernementaux, dont celui responsable du contrôle des armes, et une garderie.

10. Un porte-parole de cette association d'extrême droite explique qu'on a choisi Montréal parce que le Québec a le taux de natalité le plus bas au monde et un nombre

Mais quel lien y a-t-il entre ces événements et ces groupes d'extrême droite d'Amérique du Nord et la vie des femmes dans les pays du Sud ? Tout d'abord, il faut y voir, selon moi, une confirmation de la pertinence des préoccupations exprimées dans la plate-forme d'action de Dakar, dont a fait part Fatou Sow dans son texte, à l'effet de mieux « reconnaître l'influence de la religion ». Au cours de l'histoire, la religion a légitimé de nombreuses guerres et, comme en Algérie présentement, elle a été utilisée comme justification de la violence et du meurtre. Même quand elles n'encouragent pas l'intégrisme, les religions patriarcales, dans leur insistance pour protéger « la tradition », transforment les femmes en cibles et leurs comportements en enjeux. Aussi sont-elles nombreuses les féministes qui, à l'instar de Fatou Sow, attirent aujourd'hui l'attention sur la « domination exercée sur les femmes au nom de la tradition ». Lorsque l'argument des traditions est utilisé, ce sont toujours les femmes qui, en même temps qu'elles en sont proclamées les gardiennes, en deviennent les prisonnières (Dagenais 1988 : 9).

De plus, ceux qui actuellement, du haut de leur autorité, attaquent et menacent les femmes dans des discours enflammés et qui encouragent, plus ou moins explicitement, le passage à l'acte intolérant ou meurtrier sont des « hommes de dieu ». À l'instar de l'imam Khomeini ou du pape Jean-Paul II, et au nom de la « loi sainte de dieu » (Jean-Paul II 1995 : 97), qu'ils interprètent à leur guise en la plaçant au dessus de toute autre, ces « hommes de dieu » ciblent les femmes comme coupables et comme victimes expiatoires de la « corruption » du monde contemporain. L'intégrisme religieux « pratiqué » présentement par l'extrême droite nord-américaine fait d'ailleurs preuve d'une arrogance¹¹, suit une logique et utilise des moyens qui sont globalement similaires à ceux qu'on observe dans d'autres contextes socioculturels.

Toutefois, comparativement à d'autres mouvements d'extrême droite, dont les positions fortement nationalistes leur font concentrer leur action principalement dans leur propre pays, les mouvements pro-vie ont des visées plus « universelles ». Leur prosélytisme et la puissance financière considérable de certains d'entre eux leur permettent de s'établir dans les pays en développement, tout en poursuivant, chez eux, leurs efforts pour influencer les décisions des femmes et des hommes politiques. Lorsqu'ils réussissent en partie, comme c'est le cas dans les périodes de crise économique et de remontée de la droite comme celle que nous traversons présentement, leur influence affecte non seulement la vie de leurs compatriotes mais aussi celle des femmes du Sud, notamment par l'entremise de l'aide internationale. C'est ainsi que, sous l'administration de Ronald Reagan, lui-même un *born again christian*, les organismes de planning familial subventionnés par le gouvernement américain se virent interdire de fournir aux femmes des services et des informations en matière d'avortement. Par ailleurs, les nombreux mouvements et religions à caractère fondamentaliste établis dans les pays du Sud – où on

d'avortements parmi les plus élevés; de plus, ce serait au Québec que le nombre d'adhérents et d'adhérentes à HLI a connu la plus forte augmentation.

11. Plusieurs journalistes ont souligné la « virulence avec laquelle Jean-Paul II [dans sa dernière encyclique] s'en prend maintenant aux États » et même « en appelle à la désobéissance civile des citoyens, parlementaires ou médecins, qui constatent que la " loi civile " n'est pas en conformité avec la " loi morale " » (Baillargeon 1995a : A1).

trouve leurs temples jusque dans les campagnes les plus éloignées et les plus défavorisées –, exercent localement des pressions dans le même sens, ce qui compromet encore davantage l'accès, déjà limité, des femmes aux services d'avortement, à la contraception et à l'éducation sexuelle (Dagenais 1994b : 124).

Les « oubliées » du développement

Mais les enseignements et les pratiques religieuses intégristes ont aussi des conséquences à long terme sur les femmes du Sud. Ils empêchent, en effet, les adolescentes d'obtenir les informations et les services dont elles ont besoin pour améliorer leur position dans les rapports sociaux de sexe et acquérir le contrôle de leur corps, de leur sexualité et de leur fécondité, plutôt que de devoir se soumettre aux pressions à la « reproduction forcée » (Tabet 1985) qui existent dans un grand nombre de pays. Sans parler des effets sur leur avenir comme l'interruption des études pour cause de grossesse et sans parler, surtout, de la vulnérabilité dans laquelle on les maintient devant la progression du sida parmi les jeunes femmes en âge de procréer, notamment en Afrique.

On peut donc se réjouir que les adolescentes soient l'objet de préoccupations particulières dans le Programme d'action du Caire, étant donné que les textes adoptés dans ces grandes conférences servent ensuite à la fois de guides et de référence aux gouvernements des pays en voie de développement et de base ou de tremplin aux revendications féministes. Certes, comme Yolande Pelchat, il y a lieu de s'interroger sur les moyens utilisés par les agences internationales dans leurs actions visant la réduction de la fécondité¹². Toutefois, dans les sociétés africaines et asiatiques, où les familles exercent un contrôle serré sur les déplacements, le travail et la sexualité des adolescentes, l'attention internationale pourrait difficilement diminuer le contrôle que les adolescentes n'ont généralement pas sur leur propre vie.

Il y a quelques années j'aurais d'ailleurs hésité à utiliser le terme « adolescence » pour parler des jeunes femmes du Sud. D'une part, les limites de cette catégorie sont imprécises; d'autre part, son contenu ne correspond pas à ce que vivent les jeunes du Sud, sauf celles et, surtout, ceux des couches aisées de la population. Je le fais maintenant, au risque d'être taxée d'ethnocentrisme¹³, parce que les adolescentes ne se situent vraiment dans aucune des catégories existantes. Par exemple, si elles n'ont pas atteint la maturité (physiologique, psychologique, affective) des adultes, elles ne sont pourtant plus des enfants, même si l'UNICEF étend la portée de cette notion et des droits qui l'accompagnent jusqu'à l'âge de 15 ans. De plus, pour la majorité des filles du Sud, qui sont pauvres, le passage des jeux de l'enfance aux responsabilités féminines de l'âge adulte se fait tôt et sans grande transition. On réalise aujourd'hui, et depuis peu, que l'autonomie des mères à laquelle sont

12. La fécondité des femmes, faut-il le préciser, car les hommes polygames peuvent avoir des dizaines d'enfants sans être le moins inquiétés et souvent en toute légitimité sur le plan religieux, tout en tirant même du prestige. On ne peut que se réjouir que la « responsabilité » des hommes soit également reconnue dans le Programme d'action du Caire.

13. Mais n'est-ce pas le risque que courent toutes les féministes occidentales, peu importe les positions prises ?

consacrés de nombreux projets de développement est souvent acquise au détriment de celle de leurs propres filles et/ou de servantes, quand il ne s'agit pas de jeunes *restavek*, en Haïti, ou de fillettes « confiées », en Afrique.

Parler des « adolescentes » du Sud correspond donc à leur reconnaître, comme aux filles de leur âge dans les pays du Nord et comme à celles des classes aisées dans leur propre pays, le *droit* à une période de latence et de maturation sociales (Dagenais et Piché 1994). En d'autres mots, il s'agit de nommer les adolescentes pour les faire exister dans les priorités de développement et forcer ainsi la prise en considération de leurs besoins particuliers, souhaitée par les Africaines à Dakar et par l'ensemble des féministes oeuvrant dans le champ du développement.

Huguette Dagenais
Département d'anthropologie et
Chaire d'étude sur la condition des femmes
Université Laval

RÉFÉRENCES

- AFSHAR, Haleh
1991 « Women and Development: Myths and Realities; Some Introductory Notes », in Haleh Afshar (dir.), *Women, Development, and Survival in the Third World*. Londres, Longman : 1-10.
- BAILLARGEON, Stéphane
1995a « L'homme et son péché », *Le Devoir*, 6 avril : A1.
1995b « L'Évangile selon saint Marx », *Le Devoir*, 23 avril : A1.
- BEAT SONGUÉ, Paulette
1993 *Sida et prostitution au Cameroun*. Paris, L'Harmattan.
- BIBEAU, Gilles
1991 « L'Afrique, terre imaginaire du sida », *Anthropologie et sociétés*, 15, 2-3 : 125-146.
- BIBEAU, Gilles et Ruth Murbach
1990 « Présentation. Déconstruire l'univers du sida », *Anthropologie et sociétés*, 15, 2-3 : 5-11.
- BRUNTLAND, Gro Harlem
1988 *Notre avenir à tous*. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Montréal, Éditions du Fleuve et Québec, ministre des Communications et ministre de l'Environnement.
- DAGENAIS, Huguette
1988 « Pour les femmes, un autre développement », *Recherches féministes*, 1, 2 : 1-17.
1994a « Méthodologie féministe pour les femmes et le développement. Concepts, contextes et pratiques », in Marie France Labrecque (dir.), *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement international*. Ottawa, CRDI : 258-290.
1994b « Quand la réalité fait éclater les concepts... Réflexion méthodologique sur les femmes et le développement dans la région caraïbe », in Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, féminisme et développement/Women, Feminism and Development*. Montréal. McGill-Queen's University Press : 111-151.

DAGENAIS, Huguette et Denise Piché

1994 « Conceptions et pratiques du développement: contributions féministes et perspectives d'avenir », in Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, féminisme et développement/Women, Feminism and Development*. Montréal, McGill-Queen's University Press : 1-48.

DAUNE-RICHARD, Anne-Marie et Anne-Marie Devreux

1992 « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », *Recherches féministes*, 5, 2 : 7-30.

DEVREUX, Anne-Marie

1992 « Être du bon côté », in BIEF/CREA, *Des hommes et du masculin*. Lyon, Presses universitaires de Lyon : 147-164.

JACOT, Chantal et Marie-Jo Glardon

1994 « Le Caire : des palabres. Et après ? », *Femmes suisses*, décembre : 13-14.

JACKSON, Ben

1990 *Poverty and the Planet. A Question of Survival*. Londres, Penguin Books.

JEAN-PAUL II

1995 *Évangile de la vie. Lettre encyclique « Evangelium vitae » sur la valeur et l'inviolabilité de la vie humaine*. Montréal, Fides.

KOPINAK, Kathryn

1994 « The Double-edged Role of Religious Politics in Empowering Women *maquiladora* Workers in Juarez, Mexico, from 1968 to 1988 », in Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, féminisme et développement/Women, Feminism and Development*. Montréal, McGill-Queen's University Press : 358-377.

MICHEL, Andrée

1985 « Les complexes militaro-industriels et les violences à l'égard des femmes », *Nouvelles questions féministes*, 11-12, hiver : 9-73.

1994 « Les femmes, la violence militaire et les droits humains. Étude bibliographique », *Études internationales*, XXV, 1 : 145-159.

NEPTUNE ANGLADE, Mireille

1986 *L'autre moitié du développement. À propos du travail des femmes en Haïti*. Pétio-Ville, Éditions des Alizés et Montréal, ERCE.

1988 « Du travail domestique comme deuxième journée de travail des Haïtiennes », *Recherches féministes*, 1, 2 : 39-52.

RATHEGEBER, Eva

1994 « WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement », in Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.), *Femmes, féminisme et développement/Women, Feminism and Development*. Montréal, McGill-Queen's University Press : 77-95.

RIOUX, Christian

1995 « Hervé Le Bras, Un rebelle chez les écologues », *Le Devoir*, lundi 3 octobre : B1.

TABET, Paola

1985 « Fertilité naturelle, reproduction forcée », in Nicole-Claude Mathieu (dir.), *L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*. Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales : 61-146.

VALLIN, Jacques

1995 « Populations africaines et sida », *La chronique du CEPED*, 16 : 1-4.

VISSER, Willemie

1993 « Viols contre les femmes de l'"ex"-Yougoslavie », *Nouvelles questions féministes*, 14, 1 : 43-76.